

APPEL A SIGNATURE

non à la réforme des collectivités territoriales pour le respect de la parité

FEMMES ET COMMUNISTES - mars 2010 -

Féministes : militantes politiques, associatives, syndicalistes, élues, nous sommes inquiètes des atteintes grandissantes contre les droits des femmes.

Ainsi, de réformes gouvernementales en réformes gouvernementales, précarité, chômage, et pauvreté se conjuguent de plus en plus au féminin. Le système de santé et de protection sociale vole en éclat, entraînant de nombreuses fermetures d'établissements hospitaliers publics, de maternités, de centres IVG, sans compter toutes les menaces contre les services publics en général ayant des conséquences lourdes sur la vie des femmes.

À cela s'ajoute un déni démocratique : la réforme des collectivités territoriales qui remet en cause les fondements mêmes de la République.

Pour parfaire le tout, la proposition du mode de scrutin des conseillers territoriaux, contraire à la constitution sur bien des aspects, est une véritable provocation contre l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités électives, condition indispensable à l'exercice de la démocratie.

Une grande démocratie comme la France va-t-elle continuer à se distinguer en renonçant aux moyens à mettre en oeuvre pour l'application d'une réelle parité après avoir mis des décennies à accorder le droit de vote aux femmes ?

En effet, ces conseillers seraient élus au scrutin majoritaire à un tour pour 80 % d'entre eux et par une représentation proportionnelle tronquée pour les 20 % restants. Ce serait un coup terrible contre le pluralisme politique et une régression sans précédent de la parité entre les femmes et les hommes remettant en cause l'article 1 de la constitution française qui stipule :

« La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales ». Ce projet, s'il devait aboutir, aurait pour conséquence d'**exclure les femmes des responsabilités départementales et régionales** et remettrait en question la parité des exécutifs régionaux pourtant garantie par la loi de janvier 2007.

Nous refusons qu'il n'y ait que **19,3 % de femmes** pour **80,7 % d'hommes** parmi les conseillers territoriaux en 2014, selon des projections réalisées par l'observatoire de la parité entre les hommes et les femmes.

Avec de nombreuses militantes pour le droit à l'égalité des femmes et des hommes, nous nous sommes rassemblées le 12 novembre dernier à La Courneuve en tenant un atelier intitulé *L'égalité, ce n'est pas sorcier*. Nous nous sommes élevées contre les dangers d'une telle loi qui a pour objectif de casser les lieux institutionnels et démocratiques dont le pays a besoin, et nous avons fait circuler un appel en ce sens dans les réseaux féministes.

Aujourd'hui, il faut amplifier cette mobilisation, car pour nous toutes, la parité politique est un droit chèrement acquis et non encore abouti que nous ne laisserons pas ainsi dépecé. Ensemble, nous avons obtenu le vote d'une loi contre les violences faites aux femmes.
Ensemble, rejetons la réforme des collectivités territoriales, refusons le nouveau mode de scrutin pour les futures régionales.
Ensemble, faisons front pour empêcher une telle régression.

Premières signataires :

Marie-George Buffet, députée, secrétaire nationale du PCF ; Laurence Cohen, conseillère régionale IDF, responsable nationale Droits des femmes/féminisme ; Nicole Borvo, sénatrice ; Brigitte Gonthier-Maurin, sénatrice ; Brigitte Dionnet, responsable nationale Parité du PCF ; Collette MÔ, commission Droits des femmes/féminisme ; Christine Mendelsohn, responsable du Parti de la gauche européenne ; plusieurs responsables nationaux du PCF, conseillers et conseillères régionaux : Véronique Sandoval, Lilyane Annequin-Viard, Amandine Carrazoni, Isabelle de Almeida, Cécile Dumas, Martine Gayraud, Karine Jarry, Danielle Lebail, Béatrice Lejarre, Jérôme Marcuccini, Annie Mazet, Martine Perez, Francine Valeyre, Patrice Voir, Élisabeth Ackermann, Christiane Martin, Claudette Braysse ; Monique Dental, Rupture ; Martine Noël, CADAC ; Nicole Savy, LDH ...